



**TOUJOURS QU'UNE SEULE TERRE :**

Les leçons de 50 ans de politique de développement durable des Nations Unies

**DOSSIER #12**

# L'Évolution de l'Action du Secteur privé dans le développement durable

Dina Hestad  
Février 2021

## Messages clés et principales Recommandations

- L'histoire de l'engagement du secteur privé dans la politique et la pratique du développement durable est très controversée, avec d'innombrables exemples de groupes industriels et d'entreprises puissants qui font pression contre une réglementation progressiste. Toutefois, ces derniers sont aujourd'hui moins nombreux que les véritables partenaires et transformateurs qui soutiennent le développement durable ou militent pour un changement des systèmes.
- Les décideurs politiques devraient, pour aller de l'avant :
  - reconnaître que la diversité de l'engagement du secteur privé peut être mise à profit pour réaliser des progrès ;
  - ne pas compter uniquement sur l'impact potentiel des investissements et des approches similaires axées sur le profit pour atteindre la durabilité; et
  - accompagner les entrepreneurs qui œuvrent pour le développement durable.

2020 a été une grosse année pour les engagements de développement durable des entreprises. Les grands acteurs tels que [Microsoft](#) se sont engagés à être carbone négatif d'ici 2030, ce qui signifie qu'il éliminera plus de dioxyde de carbone de l'atmosphère qu'il n'en émet. [Starbucks](#) a annoncé qu'il

réduirait ses émissions de carbone de 50% et que 50% de ses prélèvements d'eau pour des opérations directes et de production de café seraient conservés ou restitués. [Mastercard](#), avec un certain nombre d'entreprises partenaires, a annoncé la Priceless Planet Coalition, qui s'est engagée à planter 100



millions d'arbres sur cinq ans. Et en septembre 2020, [BlackRock](#), le plus grand gestionnaire d'actifs au monde, s'est fixé un objectif de 15% de réduction des émissions de carbone dans tous les nouveaux investissements où ils contrôlent la consommation d'énergie.

Ces engagements sont bien accueillis, mais bon nombre s'interrogent sur leur pertinence.

Le secteur privé est largement considéré comme le moteur de la croissance économique. Il a, entre autres, contribué aux avancées technologiques dans des secteurs clés, tels que l'énergie et les transports, a augmenté l'espérance de vie grâce à l'innovation dans le domaine des soins de santé et a aidé plus d'un milliard de personnes à échapper à la pauvreté extrême.

Toutefois, ce moteur de croissance a fait des ravages dans les systèmes écologiques qui soutiennent la vie humaine sur cette planète et a contribué à une inégalité sociale considérable. Des études ont montré que [100 entreprises](#) sont responsables de 71 % des émissions industrielles de gaz à effet de serre depuis 1988. Et, bien que l'humanité ait déjà abattu 46 % des arbres de la planète, plus de la moitié des plus grandes entreprises du bois et de pâte à papier [refusent toujours de s'engager à la protection de la biodiversité ou à la réalisation de l'objectif zéro déforestation](#) dans les forêts tropicales qu'elles gèrent, et qui, mises ensemble, sont presque aussi vastes que l'Angleterre.

La connaissance du rôle joué par l'homme dans les systèmes écologiques mondiaux s'est considérablement développée depuis la conférence de [Stockholm sur l'environnement humain de 1972](#). Pourtant, malgré les nombreux engagements pris en matière de durabilité, de nombreuses entreprises

continuent à avoir des effets négatifs sur les personnes et sur la planète. La non-durabilité reste la norme.

Depuis 1972, les acteurs du secteur privé, notamment les entreprises, les investisseurs, les groupes d'intérêt industriels et les philanthropes, se sont engagés dans la politique et la pratique de la durabilité de trois manières principales : en bloquant activement les actions sur les questions environnementales et sociales ; en établissant des partenariats avec les gouvernements et les autres parties prenantes pour faire progresser le développement durable ; et en travaillant à la transformation des systèmes qui ont conduit au changement climatique et à la non-durabilité, en particulier les modèles économiques basés sur la croissance.

Cette brève analyse explore ces différents rôles et examine le travail qui reste à faire afin de permettre au secteur privé de s'engager de manière significative dans une politique de développement durable.

## Le Profit au détriment de l'homme et de la planète

«Marchands de doute», tel est le nom attribué aux entreprises, aux individus clés et aux groupes d'intérêt impliqués dans

---

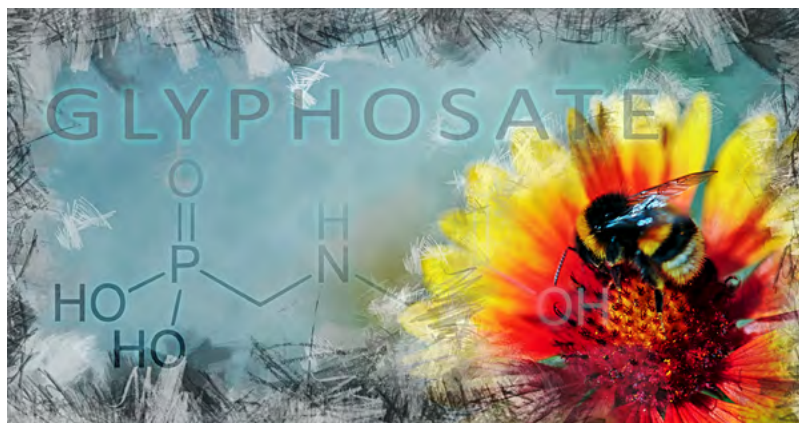
«Pendant près de trois décennies, bon nombre des plus grandes sociétés de combustibles fossiles du monde ont sciemment travaillé pour tromper le public sur les réalités et les risques du changement climatique.»

[UNION OF CONCERNED SCIENTISTS](#)



des décennies de désinformation sur le changement climatique et sur les substances qui appauvrissent la couche d'ozone (Oreskes et Conway, 2011). Pendant des décennies, des entreprises puissantes ont fait pression contre une action à grande échelle de réglementations environnementales - tant au niveau national qu'international - au nom du profit économique. Par exemple, Monsanto, la société agrochimique (acquise par Bayer en 2018) qui a fait pression contre la réglementation des herbicides et des pesticides nocifs, en particulier dans les négociations du [Protocole de Cartagena sur la biosécurité](#) et [la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants](#) (Robin, 2014). Monsanto a dépensé [plus de 14 millions d'euros](#) en 2016-2017 pour empêcher la réglementation du glyphosate, un désherbant controversé. ExxonMobil, une multinationale pétrolière et gazière, dont les propres scientifiques ont mis en garde les dirigeants, il y a plus de 40 ans, contre des [«événements potentiellement catastrophiques»](#) résultant du changement climatique, a entrepris des campagnes de désinformation climatique et a fait pression contre l'action climatique pendant des décennies.

Les organisations de la société civile, les mouvements sociaux et les cadres universitaires travaillant pour le développement durable sont depuis longtemps conscients du rôle négatif joué par les entreprises et les groupes d'intérêt de l'industrie, et ont œuvré pour exposer et /ou limiter leur pouvoir. Les gouvernements et les institutions internationales ont œuvré pour mettre en place des règles de transparence et des registres de lobbying afin de montrer ce que les entreprises dépensent pour influencer la prise de décision, tels que le [Registre de](#)



Les herbicides à base de glyphosate tels que le Roundup produit à l'origine par Monsanto, peuvent déclencher une perte de biodiversité. (Photo : iStock)

[transparence](#) de l'UE et le [Commissariat au lobbying du Canada](#).

Lorsque leur pouvoir et leurs profits sont menacés, les entreprises agissent dans leur propre intérêt pour assurer leur survie. Cette action peut cependant prendre différentes formes. Une des façons est d'agir comme des «marchands de doute» et de faire pression sur les gouvernements en vue de contrer les actions qui menacent leurs profits. Une autre façon consiste à changer de positions et à évoluer avec le temps. Un bon exemple de ce dernier cas est DuPont, qui était le plus grand producteur des chlorofluorocarbones (CFC) qui appauvrissent la couche d'ozone. En 1988, DuPont a annoncé l'élimination totale de la production des CFC, ce qui a changé la tournure des négociations qui ont abouti au [Protocole de Montréal](#) relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone (Gray, 2018), largement salué comme l'un des traités environnementaux les plus réussis.

L'une des principales raisons de ce changement était de gagner des parts de marché, comme l'a fait savoir Joseph Glass, Directeur de la division Fréon de DuPont:



«Quand vous avez 3 milliards de dollars de CFC vendus dans le monde et que 70% de ces milliards sont sur le point d'être interdits par voie réglementaire, il y a un potentiel de marché énorme» (Gilding, 2012).

## Le secteur privé en tant que partenaires

Comme l'a fait observer l'ancien PDG d'Unilever, Paul Polman, de nombreuses entreprises et acteurs du secteur privé se considèrent désormais comme des partenaires dans la réalisation du développement durable et s'engagent dans cette quête de multiples façons. Certains se rendent compte que le développement durable est essentiel non seulement pour l'avenir de leur entreprise, mais pour la planète.

Des entreprises dotées de modèles commerciaux de développement durable ou de portefeuilles de responsabilité sociale d'entreprise, de philanthropes, d'investisseurs d'impact et d'investisseurs institutionnels consacrent désormais des efforts considérables à travailler avec les institutions internationales, les gouvernements et les organisations de la société civile afin de générer une croissance durable et verte. Le secteur privé constitue un élément clé de la mise en œuvre des Objectifs de Développement Durable (ODD), en particulier [l'ODD 17](#) (partenariats), dans l'espoir d'apporter une contribution par des investissements en capital, face à la diminution des ressources publiques.

On estime que la réalisation des ODD nécessitera entre [5 000 et 7 000 milliards USD](#) par an, avec des écarts réels des investissements dans les pays en développement d'environ 2 500 milliards USD par an. Cela peut sembler un montant effarant,



Paul Polman, ancien Président directeur général d'Unilever, en 2018, lors de la réunion du G7 à Halifax. Catherine McKenna (à l'arrière-plan) était alors Ministre de l'environnement et du changement climatique du Canada. (Photo : Matthew TenBruggencate)

mais à titre de perspective: les ODD peuvent être atteints [avec une mobilisation de 7,76% des actifs mondiaux](#) sous gestion chaque année. Ce montant est inférieur au capital échangé en une seule journée sur les marchés financiers mondiaux.

Maurice Strong, Secrétaire général de la Conférence de Stockholm de 1972 et de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement de 1992 (Sommet de la Terre), considérait le monde des affaires comme une force politique de

---

«La durabilité est une bonne chose pour les affaires, et nous sommes tous dans la même équipe au bout du compte. C'est la vérité sur la condition humaine.»

[PAUL POLMAN](#)



plus en plus influente pour le développement durable. En 1992, les grandes entreprises prenaient l'environnement plus au sérieux, notamment en raison du potentiel d'une bonne gestion environnementale d'influencer les comportements des consommateurs. L'industriel suisse, Stephan Schmidheiny, Président du Conseil d'entreprise pour le développement durable, a lancé l'appel à des changements fondamentaux dans les pratiques commerciales, reconnaissant que la durabilité environnementale contribuerait à maximiser le profit à long terme (Engfeldt, 2009). En 1992, le Conseil était composé de 48 directeurs généraux et du Président du conseil d'administration d'entreprises nationales et multinationales de toutes les régions du monde.

En 1995, le Conseil a fusionné avec le Conseil mondial des Entreprises pour l'Environnement (WICE). Ce groupe avait été créé par la Chambre de Commerce international après le Sommet de la Terre. Le [Conseil mondial des Entreprises pour le développement durable](#) (WBCSD) qui en a résulté est devenu une plate-forme pour les entreprises chargée de répondre aux défis du développement durable qui commençaient à peine à briser la surface de la conscience collective des entreprises.

Aujourd'hui, il existe une gamme de partenariats qui peuvent être utilisés pour atteindre un développement durable, tels que les financements innovants pour le développement, l'investissement d'impact, les partenariats public-privé (3P) et les considérations de risques environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG).

L'investissement d'impact gagne du terrain, l'accent étant mis sur les investissements qui ont des impacts sociaux et environnementaux en plus du rendement financier. [L'impact](#)



Les projets d'investissement d'impact en Inde dans des domaines tels que l'énergie propre, ont affiché des rendements annuels importants. (Photo: iStock).

[des ODD](#), une initiative du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) qui développe des ressources liées à la gestion de l'impact, à l'information et à la facilitation pour accélérer les investissements en faveur des ODD, en est un exemple.

Des recherches menées en Inde ont montré que l'investissement d'impact peut générer une croissance considérable. Cinquante investisseurs ont contribué à hauteur de 5,2 milliards USD à des projets dans les domaines de l'agriculture, des énergies propres, de l'éducation, de la microfinance et de la santé entre 2010 et 2018, et les investissements [augmentent chaque année de 14%](#). Cependant, l'investissement d'impact a été critiqué [en raison de ses multiples problèmes](#). Ces problèmes comprennent la confusion quant à savoir si les investisseurs doivent renoncer à certains gains financiers pour obtenir des avantages sociaux, ou rechercher les rendements du marché. Il y a également les



questions concernant les théories de l'impact en raison du manque d'indicateurs convenus, de la normalisation entre les secteurs, et de l'incapacité à attribuer le changement d'un indicateur à un investissement ou à une entreprise spécifique.

Une série de partenariats qui mobilisent le financement et l'expertise du secteur privé a évolué dans l'espace international de la durabilité. Par exemple, [le Fonds pour la neutralité en termes de dégradation des terres](#), un Fonds de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (CNULCD) géré par la société d'investissement Mirova, associe des ressources publiques, privées et philanthropiques pour des projets de gestion durable des terres et de restauration des terres par le secteur privé. Le [Fonds pour l'Environnement mondial \(FEM\)](#) s'est engagé dans le financement mixte depuis sa création en 1992, afin de réduire les risques pour le financement privé de s'engager dans le développement durable au moyen d'instruments autres que les subventions, notamment la dette, les garanties et les fonds propres. Au total, le FEM a investi [plus de 800 millions USD dans 98 projets de financement](#)

---

«Compte tenu des circonstances écologiques et sociales actuelles, il ne suffit pas d'éliminer d'autres impacts négatifs. L'élimination des dépassements budgétaires ne nous sauve pas plus de la dette que la réduction de la destruction des maisons en ruine ne nous donne un endroit décent où vivre.»

MAGGS & ROBINSON, 2016, P.186

[mixte](#) qui ont mobilisé un cofinancement de 8 milliards USD. La [plateforme d'investissement GEF-International Finance Corporation Greener Shipping](#) en est un exemple dont l'objectif est d'accélérer les investissements du secteur privé dans un transport maritime plus écologique qui améliore l'efficacité, réduit les coûts d'exploitation, augmente les économies de carburant et permet des économies de carbone significatives grâce au financement mixte.

Ces exemples fonctionnent dans les limites des systèmes socio-économiques existants et se concentrent sur la réduction des dommages et des impacts négatifs des activités du secteur privé. L'écologisation des systèmes existants est importante et précieuse et la réduction des dommages est essentielle, mais la question est de savoir si cela suffit pour vraiment s'attaquer à des problèmes tels que le changement climatique et les inégalités sociales.

## Les entreprises en tant qu'agents de changement

Jusqu'à présent, l'approche de la durabilité a été dominée par une volonté de rendre les choses «moins mauvaises» en réduisant les impacts négatifs et sociaux des entreprises (Robinson et Cole, 2015). Cela se fait, par exemple, en réduisant les émissions de carbone, en diminuant la déforestation, en interdisant le travail des enfants, en réduisant les inégalités sociales ou en limitant la pollution par les plastiques, tout en continuant à faire du profit et à faire croître l'économie. Mais étant donné la situation désastreuse dans laquelle nous nous trouvons, existe-t-il une possibilité que cette approche prolonge simplement le déclin inévitable des systèmes naturels et sociaux qui soutiennent la vie humaine sur cette planète?



Il ne suffit tout simplement pas de se concentrer uniquement sur la minimisation des dommages et de croire que nous pouvons nous tirer d'affaire. Il s'agit également d'un récit axé sur le sacrifice et la rareté qui est carrément sans intérêt et qui a contribué à une polarisation accrue ainsi qu'à l'apathie (Robinson et Cole, 2015). Nous devons plutôt transformer le système économique en un système régénérateur, équitable et opérant à l'intérieur des frontières planétaires.

Il existe de solides arguments selon lesquels la façon dont le système économique est conçu et fonctionne n'est pas intrinsèquement viable en raison du fait que la croissance économique est l'objectif non écrit, qui ne tient pas compte de son impact sur la nature et sur le bien-être humain (Raworth, 2017). Aussi, il est largement admis qu'un découplage absolu de la croissance et des émissions de gaz à effet de serre peut être obtenu, car il est nécessaire d'atteindre les objectifs de l'Accord de Paris et des ODD. Cependant, les tendances actuelles montrent qu'un tel découplage est loin d'être atteint et potentiellement impossible (Raworth, 2017).

La plupart des acteurs du secteur privé respectent les règles de ce système non durable. Il est difficile de ne pas le faire. Mais c'est un choix. Un nombre croissant d'entrepreneurs choisissent de ne pas jouer ce jeu-là et s'efforcent plutôt de modifier les règles. En fait, certains visent à transformer la finalité des entreprises et le système économique même.

Le terme générique adopté par les entreprises qui se sont lancées dans cette initiative est Organisations hybrides axées sur le développement durable (SOHO) (Hestad et al., 2020b). Il s'agit notamment d'entreprises sociales, des coopératives ou des sociétés de services, qui combinent des logiques sociales,

environnementales et commerciales et qui visent à créer une équité régénératrice. Une question clé qui anime bon nombre de ces organisations est la suivante: comment les activités de cette entreprise peuvent-elles maximiser les avantages pour les personnes et la nature? L'argent n'est pas le but; mais un moyen pour une fin meilleure et la croissance n'est souhaitée que si elle contribue à la santé des personnes et de la planète.

La réalisation de l'équité régénérative est le but de la création de la plupart de ces entreprises, et la durabilité et l'équité sont intégrées dans toute la chaîne de valeur. Un exemple en est la société forestière panaméricaine, [Planting Empowerment](#), qui travaille avec les agriculteurs pour reboiser les terres dégradées et générer des revenus durables pour les ménages. Ils fonctionnent en synchronicité avec les systèmes écologiques et socio-économiques (Muñoz & Cohen, 2017). [La Borda](#) en est un autre exemple. Il s'agit d'une coopérative de logement social durable basée à Barcelone, en Espagne, qui œuvre pour améliorer l'accès à des logements décents, abordables et écologiquement durables, ce qui favorise la reconnexion communautaire et socio-écologique (Hestad et al., 2020a).

Au cours des dernières décennies, des centaines de milliers de nouvelles entreprises ont été créées en raison du manque d'action des principaux acteurs du secteur privé et des gouvernements. Parallèlement, des systèmes de certification ont vu le jour pour fixer les règles selon lesquelles ces organisations devraient fonctionner. Un exemple clé est la [Benefit Corporation Certification](#). Ce programme évalue l'impact positif global d'une entreprise, comprend un score minimum à vérifier pour être considéré comme une «B Corp» et encourage les entreprises à modifier



leurs documents juridiques pour exiger du conseil d'administration d'équilibrer raison d'être et profits.

Ces entrepreneurs s'engagent également et sont reconnus dans l'arène internationale du développement durable. Tout d'abord, ils sont de plus en plus reconnus grâce à des initiatives telles que [Momentum for Change](#) de la Convention-cadre des Nations unies sur le changement climatique. Cette initiative met en lumière les activités qui font avancer le monde vers un avenir hautement résilient, sobre en carbone. En 2020, il a décerné à la société d'architecture [Landprocess](#) le Prix UN Global Action Award pour la mise en œuvre des solutions équitables fondées sur la nature à Bangkok.

Cependant, cela ne signifie pas que toutes les entreprises sociales ou SOHO travaillent pour l'équité régénérative. Cela ne signifie pas non plus que toutes les entreprises du monde doivent le faire. Mais il est clair que pour que l'humanité atteigne les ODD et vive à l'intérieur des frontières planétaires, le système économique doit s'éloigner du profit à tout prix, beaucoup d'entreprises doivent œuvrer pour l'équité régénératrice, et les autres ne peuvent pas, sciemment ou inconsciemment, continuer à causer du tort.

## Recommandations pour l'action future

Il existe une série d'actions que les décideurs politiques devraient envisager lorsqu'ils s'engagent avec le secteur privé pour parvenir à un développement durable.

Premièrement, la diversité dans le secteur privé n'est pas l'ennemi. La diversité des opinions et les conflits sont essentiels pour

redéfinir les problèmes auxquels nous sommes confrontés, changer les perspectives et concevoir des solutions stratégiques qui donnent des résultats (Gillard et al., 2016). Il y aura toujours des "mauvais joueurs" sur différentes questions. En effet, qui est un mauvais joueur, cela dépend entièrement de votre point de vue. En ce qui concerne le programme de durabilité, il y aura toujours des agents qui font pression pour maintenir le statu quo et qui soutiennent que les compromis avec le profit sont inacceptables. Mais les conflits peuvent être exploités et conduire à l'innovation, tandis que le fait d'éviter des individus et des entreprises peut conduire à des espaces d'ombre de désinformation et à une polarisation accrue. Il est donc important d'expérimenter des moyens de travailler de manière constructive avec ceux qui travaillent contre l'action progressiste. Mais nous ne pouvons pas rester les bras croisés. Des actes d'indignation fondés sur des principes sont nécessaires lorsque des entreprises nuisent systématiquement et délibérément à la vie des gens et aux systèmes de maintien de la vie dans l'environnement. Dans ces cas, les décideurs politiques doivent prendre des mesures décisives en modifiant les lois ou les politiques, ou par d'autres moyens.

Deuxièmement, nous ne pouvons pas trop compter sur le potentiel des investissements d'impact et des approches similaires axées sur le profit pour atteindre la durabilité. Il est important que les partenaires du secteur privé continuent à innover avec de nouveaux mécanismes de financement axés sur la durabilité et des entreprises axées sur le profit, car il y a de la place pour la durabilité si l'on réduit les dommages environnementaux et rend plus écologique à court terme, le système économique actuel. Mais il est également important de reconnaître les limites de son





potentiel compte tenu des immenses défis associés à la réalisation du découplage absolu de la croissance et des émissions de gaz à effet de serre, et de la probabilité que cette approche perpétue les facteurs d'inégalité et de dégradation de l'environnement à long terme. Les décideurs politiques devraient se pencher sur les recherches importantes et les pratiques sur la manière de parvenir à des transformations durables et équitables (O'Brien, 2018 ; AEE, 2018 ; Sharma, 2017). De telles approches peuvent aider à adopter une approche globale et systémique pour analyser et voir si les approches axées sur le profit permettent réellement d'atteindre la durabilité, ou si elles ne font que retarder le

déclin des systèmes naturels et sociaux qui soutiennent la vie humaine sur cette planète.

Troisièmement, les agents de changement tels que les SOHO ont besoin d'un soutien. Ils ont besoin d'un cadre juridique et politique favorable qui facilite plutôt qu'il n'entrave leur émergence et leur réussite, par exemple des mécanismes juridiques qui permettent aux entreprises d'équilibrer leurs profits et leurs objectifs au lieu d'être obligées de rechercher des rendements pour les actionnaires. Ces entrepreneurs et entreprises innovants peuvent être les jardiniers qui sèment les graines d'un nouveau système économique dont l'objectif est de régénérer le capital et peuvent contribuer à un monde plus durable.

## Works Consulted

AEE. (2018). *Perspectives sur les transitions vers la durabilité*. Agence européenne pour l'Environnement

Engfeldt, L. (2009). De Stockholm à Johannesburg et au-delà. Ministère suédois des affaires étrangères.

Gilding, P. (2012). *Le grand bouleversement : pourquoi la crise climatique entraînera la fin du magasinage et la naissance d'un nouveau monde*. Bloomsbury Press.

Gillard, R., Gouldson, A., Paavola, J. et Van Alstine, J. (2016). Réponses transformationnelles au changement climatique : Au-delà d'une perspective systémique du changement social dans l'atténuation et l'adaptation. *Wiley Interdisciplinary Reviews : Climate Change*, 7(2), 251-265. <https://doi.org/10.1002/wcc.384>

Grey, F. (2018). Lobbying des entreprises pour la protection de l'environnement. *Journal of Environmental Economics and Management*, 90, 23-40. <https://doi.org/10.1016/j.jeem.2018.03.008>



- Hestad, D., Tàbara, J. D., & Thornton, T. F. (2020a). Transcender les dichotomies non durables en matière de gestion : Leçons des organisations hybrides axées sur la durabilité à Barcelone). *Journal of Cleaner Production*, 244, 118766.
- Hestad, D., Tàbara, J. D., & Thornton, T. F. (2020b). Les trois logiques des organisations hybrides axées sur la durabilité : Un examen pluridisciplinaire. *Sustainability Science*. <https://doi.org/10.1007/s11625-020-00883-x>
- Maggs D. & Robinson, J. (2016). Recalibrer l'Anthropocène : La durabilité dans un monde imaginaire. *Environmental Philosophy*, 13(2), 175-194. <https://doi.org/10.5840/envirophil201611740>
- Mulvey, K., Shulman, S., Anderson, D., Cole, N., Piepenburg, J. et Sideris, J. (2015). *Les dossiers de la déception climatique : Les notes de service internes de l'industrie des combustibles fossiles révèlent des décennies de désinformation des entreprises* [Rapport]. Union des Scientifiques préoccupés. <https://www.ucsusa.org/sites/default/files/attach/2015/07/The-Climate-Deception-Dossiers.pdf>
- Muñoz, P., & Cohen, B. (2017). Vers une compréhension socio-écologique de l'entreprise durable. *Journal of Business Venturing Insights*, 7, 1-8.
- O'Brien, K. (2018). L'objectif de 1,5°C est-il possible ? Exploration des trois sphères de la transformation. *Current Opinion in Environmental Sustainability*, 31, 153-160. <https://doi.org/10.1016/j.cosust.2018.04.010>
- Oreskes, N., & Conway, E. M. (2011). *Les Marchands du doute: Comment une poignée de scientifiques noircit la vérité sur des questions allant de la fumée de tabac au réchauffement climatique* (Nouvelle édition). Bloomsbury Press.
- Raworth, K. (2017). *L'économie des Doughnuts : Sept façons de penser comme un économiste du 21e siècle*. Chelsea Green Publishing.
- Robin, M.M. (2014). *Le monde selon Monsanto : La pollution, la corruption et le contrôle de notre approvisionnement alimentaire*. The New Press.
- Robinson, J., & Cole, R. J. (2015). Fondements théoriques de la durabilité régénérative. *Building Research & Information*, 43(2), 133-143. <https://doi.org/10.1080/09613218.2014.979082>
- Sharma, M. (2017). *Leadership transformationnel radical : Action stratégique pour les agents de changement*. North Atlantic Books.

La série de notes politiques Toujours une seule terre (Still Only One Earth) est publiée avec le soutien du ministère suédois de l'Environnement, le ministère norvégien du Climat et de l'Environnement et le ministères des Affaires mondiales du Canada. L'éditeur est Pamela Chasek, Ph.D. Les opinions exprimées dans ce mémoire sont celles des auteurs et ne reflètent les points de vue ni de l'IISD ni celui d'autres donateurs.

